

L'avenir de la Suisse

Ce chapitre est sans doute le plus complexe et le plus exigeant de cette plateforme. La Suisse a profondément changé au cours des dernières décennies, tant sur le plan politique que social et culturel. Certaines évolutions ont été délibérément provoquées, d'autres se sont opérées insidieusement et n'ont peut-être été perçues que tardivement.

Nous n'avons pas de Niklaus von Flüe (1417–1487) à qui nous pourrions demander conseil aujourd'hui. Pourtant, certaines pensées qui lui sont attribuées semblent étonnamment d'actualité :

«Ne vous encombrez pas des affaires des autres, ne vous alliez pas à une puissance étrangère, méfiez-vous de la division et de l'intérêt personnel. Protégez votre patrie et restez-lui fidèles. Ne cultivez pas délibérément la soif de guerre ; mais si quelqu'un vous attaque, combattez vaillamment pour la liberté et la patrie.»

Dans ce chapitre, mon objectif n'est pas de présenter un modèle d'avenir tout fait pour la Suisse. Je souhaite plutôt **donner des pistes pour de nouvelles idées** et ouvrir le débat sur ce à quoi pourrait ressembler à l'avenir une Suisse autonome, sûre d'elle-même et proche de ses citoyens.

Un tel renouveau ne se fait pas du jour au lendemain. Il nécessite de la patience, de la persévérance, une volonté d'agir – et des personnes prêtes à assumer des responsabilités.

Quatre premières pistes

1. De la procédure de consultation à une véritable participation

La procédure de consultation – que ce soit au niveau fédéral, cantonal ou communal – devrait évoluer davantage vers une véritable procédure de participation. Les citoyennes et citoyens ne devraient pas être impliqués seulement lorsque des décisions importantes sont déjà préparées, mais dès que possible.

La question est la suivante : **comment pouvons-nous réorganiser la participation politique de manière à ce qu'elle parte davantage de la base ?**

2. L'éducation civique dès l'école

Notre système éducatif ne peut pas être réformé du jour au lendemain. Mais les changements peuvent commencer à petite échelle.

Pourquoi ne pas lancer, par exemple, un projet pilote dans quelques écoles ? On pourrait envisager une dizaine d'heures de cours par trimestre, au cours desquelles seraient abordées, de manière adaptée à l'âge des élèves, des questions fondamentales relatives à notre système politique : qu'est-ce que la démocratie directe ? Qui est réellement le souverain en Suisse ? Qu'entend-on par neutralité ? Quels sont les droits, mais aussi les responsabilités, des citoyennes et citoyens ?

Il ne s'agirait pas ici d'inculquer aux jeunes une orientation politique particulière. **Ils doivent apprendre à se forger leur propre opinion.**

3. Reprendre au sérieux la subsidiarité

La subsidiarité – c'est-à-dire le principe selon lequel les tâches doivent, dans la mesure du possible, être assumées et décidées là où elles se présentent – a perdu de son importance en Suisse.

De plus en plus de décisions remontent vers les échelons supérieurs : de la commune au canton, du canton à la Confédération et, dans certains cas, de la Confédération au niveau international.

Pourquoi ne pas créer des forums citoyens locaux ou régionaux qui se pencheraient concrètement sur la question suivante : **quelles tâches pourraient être à nouveau confiées à un niveau plus proche des citoyennes et des citoyens ?**

4. Ne pas se contenter de déplorer la bureaucratie, mais la réduire

Depuis des années, on se plaint de la bureaucratie croissante – que ce soit les citoyens, les communes et surtout les petites et moyennes entreprises.

Mais se plaindre ne suffit pas à changer les choses.

Peut-être faudrait-il inverser la question : **quelles prescriptions, autorisations, obligations de déclaration et procédures administratives pourraient être supprimées sans être remplacées ou considérablement simplifiées ?**

Là encore, les citoyens, les entrepreneurs et les agents administratifs pourraient élaborer ensemble des propositions concrètes. L'objectif ne serait pas de créer une nouvelle commission, mais de répondre à une question simple : **que pouvons-nous supprimer ?**

La porte est ouverte

Ces quatre points ne constituent pas une réponse définitive à la question de savoir dans quelle direction la Suisse doit évoluer. Ils ne sont qu'un début.

Il existe peut-être de meilleures idées. Certaines propositions susciteront peut-être une vive opposition. Cela fait également partie d'une démocratie directe vivante.

Il me semble qu'un autre élément est déterminant : nous ne devrions pas simplement considérer l'avenir de notre pays comme quelque chose qui nous tombe dessus. **Nous pouvons contribuer à le façonner.**

Pour cela, il n'est pas toujours nécessaire de mettre en place de grands programmes de réforme. Parfois, le changement commence par une idée, une discussion, une petite expérience – et par des personnes prêtes à faire bouger les choses.

Dans cet esprit :

« The door is open. »

Peter Ruckstuhl, le 15 août 2026